COLOMBIE : FICHE PAYS – JUILLET 2024

Catégorie OCDE (2023) : 4/7
Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB+/Baa2/BB+
Monnaie locale : Peso colombien (COP) / **Régime de change :** flottant
Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

FORCES

- Ressources naturelles abondantes
- Economie diversifiée
- Secteur bancaire solide
- 3ème environnement des affaires de la région
- Potentiel touristique

FAIBLESSES

- Dépendance aux cours des matières premières (pétrole, charbon en particulier)
- Déficit en infrastructures et services publics
- Important secteur informel
- Tensions sociales

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier

- **Vulnérabilité de la croissance** : L'activité a nettement ralenti en 2023, avec une croissance de +0,6% (après +7,3% en 2022), en raison de la contraction de l'investissement en particulier et d'une consommation privée atone. En 2024, la croissance devrait augmenter modestement, attendue entre +1,1% et +1,7% selon sources. L'inflation, bien qu'en baisse, demeure élevée, pouvant limiter la reprise de la consommation des ménages, de même que la récente hausse du chômage. L'assouplissement monétaire en cours pourrait cependant favoriser la reprise de l'investissement. Sur le front externe, les meilleures perspectives pour l'activité américaine (1er client du pays) devraient contribuer au dynamisme des exportations colombiennes de biens (énergie en particulier) et de services (tourisme).
- **Vulnérabilité comptes publics** : La prévision de déficit public a été révisée à la hausse en 2024, à −5,6% du PIB (après −4,3% du PIB en 2023 et −5,3% du PIB en 2022), marquant ainsi un retournement de tendance. Cette révision est liée à la baisse de la collecte des recettes, ainsi qu'à la hausse prévue du service de la dette (intérêts). Dans ce contexte, la dette publique devrait augmenter, prévue autour de 59% du PIB (après 56,7% du PIB en 2023). La part externe représente 34,4% du total en 2023, la rendant sensible à une éventuelle dépréciation du peso colombien. Le dérapage budgétaire pourrait par ailleurs ternir la confiance dans la solvabilité du pays et conduire à une hausse du coût de refinancement de la dette.
- **Vulnérabilité extérieure** : le déficit courant s'est réduit à −2,7% du PIB en 2023 (contre −6,2% du PIB en 2022), en lien principalement avec la baisse des importations, dans un contexte de fort ralentissement de l'activité. En 2024, le déficit devrait un peu progresser, prévu autour de −3% du PIB. La dette externe (dont 57,5 % est publique) atteint 53,6% du PIB en 2023, selon la banque centrale. Elle n'est pas source de risques à ce stade étant donné les coussins de liquidités en devises importants dont dispose le pays (réserves de change, ligne de crédit de précaution auprès du FMI). Le peso colombien tend par ailleurs à s'apprécier depuis 2023, favorisé par la diminution du déficit courant et le maintien d'une politique monétaire restrictive. Une baisse de la confiance des investisseurs (cadre budgétaire, réformes en cours) pourrait cependant peser sur l'évolution de la monnaie locale dans le courant de l'année.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire colombien reste sain et bien capitalisé, bien que la rentabilité ait eu tendance à baisser en 2023. Les prêts non performants sont par ailleurs en hausse. Le fort ralentissement de l'activité a affecté la capacité de remboursement des emprunteurs (prêts à la consommation en particulier).

Environnement politique et gouvernance

- **Stabilité socio-politique** : Favorable à un rôle plus prédominant de l'Etat en matière de santé et de gestion du système de retraites, le président Petro rencontre des difficultés à faire passer ses réformes. Sa popularité tend par ailleurs à s'éroder, en témoignent les différentes manifestations contre ses projets de réforme.
- **Climat des affaires :** L'amélioration des infrastructures, notamment du réseau routier, ainsi qu'un plan de réduction du taux d'imposition sur les sociétés, pourraient favoriser l'investissement privé, local et étranger. Le pays devrait par ailleurs continuer à ajuster sa législation aux normes de l'OCDE, dont il est membre, ce qui devrait attirer les investissements et les relations internationales.

Environnement et politique du climat :

- **Politique climat** : Le gouvernement a réaffirmé son engagement en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique. Il prévoit notamment de combattre la déforestation en Amazonie et compte aussi sur la création d'un marché carbone et d'un fonds de protection pour le climat et de la biodiversité. Il vise également à transformer progressivement l'économie du pays en réduisant sa dépendance aux industries extractives (pétrole et charbon) au profit des énergies renouvelables.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés
Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)

Exportations		Importations	
Pétrole, charbon	49,4%	Machines, appareils mécan.	10,7%
Or, pierres précieuses	7,1%	Machines, appareils électr.	10,5%
Café, épices	7,0%	Voitures automobiles	8,2%
Fleurs et boutons de fleurs	4,1%	Pétrole, gaz	7,9%
Matières plastiques	3,9%	Produits pharmaceutiques	5,5%

Source: CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France
Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)

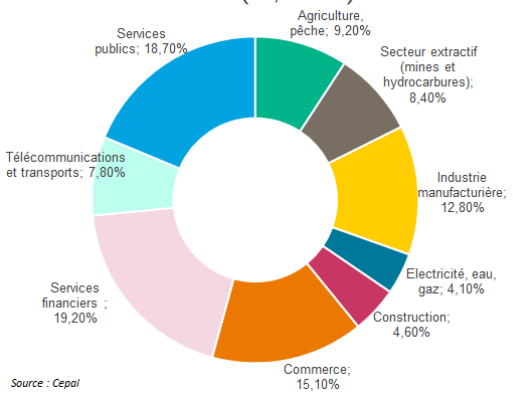
Exportations		Importations	
Etats-Unis d'Amérique	29,0%	Etats-Unis d'Amérique	24,7%
Chine	7,6%	Chine	22,9%
Panama	7,3%	Brésil	6,2%
Equateur	4,3%	Mexique	6,1%
France (30ème)	0,5%	France (6ème)	2,7%

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

COLOMBIE	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)	2025(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	270	319	345	364	386	400
Rang PIB mondial	41	44	43	44	43	43
Population (Mns)	50,4	51,0	51,6	52,2	52,7	53,2
Rang Population mondiale	28	28	28	28	27	27
PIB / habitant (USD)	5 367	6 240	6 691	6 972	7 327	7 525
Croissance PIB (%)	-7,2	10,8	7,3	0,6	1,8[E]	2,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,5	3,5	10,2	11,7	6,4	3,6
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	22,4	21,6	18,4	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)[D]	65,0	63,0	60,8	56,7	59,4	60,0
Solde public (% PIB)[D]	-7,8	-7,1	-5,3	-4,3	-5,6	-5,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	11,9	12,8	15,3	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-3,4%	-5,6%	-6,2%	-2,7%	-3,0%	-3,3%
IDE (% du PIB)	2,8%	3,0%	5,1%	4,8%	3,1%	3,3%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	16,5	11,3	8,8	11,0	11,6	11,6
Dette extérieure totale (% PIB)	57,1%	53,9%	53,1%	53,6%	51,0%	51,5%
Dette extérieure CT (% PIB)**	5,1%	5,0%	5,5%	NA	NA	NA
Taux de change***	3469	3968	4788	3954	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	19,2	22,2	18,9	18,5	NA	NA
Taux de NPL	3,7	3,0	4,5	8,4	NA	NA
ROE	5,9	14,3	13,7	7,0	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)'	117	122	116	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	67	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays)[a]	98	105	104	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays)[b]	83	82	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays)[c]	NA	NA	17	22	19	NA

*Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources: FMI (WEO, avril 2024);*Banque Mondiale;**Oxford Economics;***T. Reuters*
a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch; D: Prévisions du Ministerio de Hacienda y Crédito Público (juin 2024). Pour la dette publique, les prévsions 2024 et 2025 sont des banques privées. E: Prévision BBVA Colombie (juin 2024).

COLOMBIE : Valeur ajoutée du PIB par secteurs d'activité (%, 2022)



Source : Cepal

1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Vers une reprise de l'activité en 2024**

L'activité a fortement ralenti en 2023 à +0,6% (après +7,3% en 2022), en raison de la contraction de l'investissement et dans une moindre mesure de la consommation privée.

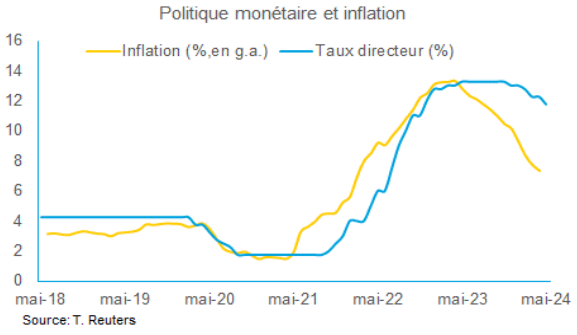
Pour 2024, la croissance serait un peu plus dynamique, prévue entre +1,4% et +1,8%, mais resterait en dessous de la croissance moyenne d'avant crise sanitaire (+2,4% en moyenne sur la période 2015 à 2019). **L'activité montre d'ores et déjà des signes encourageants au T1 2024 avec une croissance de +1,1% en t/t** (après +1% au T4 2023 et un recul du PIB aux deux précédents trimestres), tirée notamment par l'accélération de la construction[1] et le dynamisme des services.

La consommation des ménages a repris quelques couleurs en début d'année, favorisée par la désinflation et devrait poursuivre en ce sens sur le reste de l'année. L'inflation resterait toutefois un frein, prévue à +6,4% en moyenne en 2024 (après +11,8% en moyenne en 2023). **La hausse du chômage[2] limiterait par ailleurs la reprise de la consommation** cette année, qui serait cependant **soutenue par le dynamisme des transferts de fonds d'expatriés** (2,7% du PIB en 2023).

L'assouplissement monétaire en cours (Cf. politique monétaire ci-dessous), favorisé par le ralentissement des prix pourrait contribuer à la reprise de l'investissement, via notamment le canal du crédit bancaire, sur la deuxième partie de l'année.

Sur le front externe, les meilleures perspectives pour l'activité américaine (1er client du pays) devraient contribuer au dynamisme des exportations colombiennes de biens (énergie en particulier) et de services (tourisme).

- **Une politique monétaire prudente**



L'inflation a ralenti progressivement, à +7,2% en g.a en avril 2024 (après le pic atteint à 13,3% en g.a. en mars 2023), **mais** stagne désormais (+7,2 % en juin 2024) et reste largement **au-dessus de la cible de la banque centrale de 3% (+/-1%).** Le **processus d'assouplissement monétaire a été initié en décembre 2023**, un peu plus tardivement que pour la plupart des grands pays de la région, à l'exception du Mexique. **Le taux directeur atteint désormais 11,25% en juillet,** soit une baisse de 200pdb par rapport au mois de novembre.

La réduction du taux directeur devrait se poursuivre. Il est prévu entre 8,5% et 8,75% en fin d'année 2024 par plusieurs banques de la région. **La banque centrale demeurera cependant vigilante** compte tenu de l'augmentation potentielle du prix des carburants (diesel) et des prix alimentaires (impact de la Nina sur la deuxième partie de l'année) pouvant contribuer à la hausse des pressions inflationnistes. **Le dérapage des finances publiques** (Cf. Hausse du déficit public en 2024) **pourrait par ailleurs affecter l'évolution du peso et contribuer à la hausse de l'inflation importée.**

- **Le secteur bancaire demeure solide, malgré la hausse des prêts non performants**

Le taux de prêts non performants (NPL) a eu tendance à progresser, atteignant 8,4% en novembre 2023 (contre 4,5% en 2022) **dans un contexte de fort ralentissement de l'activité qui a affecté la capacité de remboursement des emprunteurs** (prêts à la consommation en particulier). **Dans ce contexte, la rentabilité a diminué avec un ROA à 1,2% en 2023** (après 2,2% en 2022) **et un ROE à 7%** (13,7% précédemment).

Malgré cette évolution, l**e secteur bancaire colombien demeure solide avec un niveau de capitalisation satisfaisant et au-dessus des minimums réglementaires.** Le ratio de fonds propres sur actifs atteint ainsi 18,5% et le Tier 15,7% en décembre 2023.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Hausse du déficit public en 2024**

Le déficit public a eu tendance à se réduire progressivement après le creusement de 2020. **En 2023, le déficit public a atteint −4,3% du PIB** (après −5,3% du PIB en 2022 et −7,1% du PIB en 2021), favorisé par les résultats de la réforme fiscale de 2021-2022 et l'élimination des subventions au prix du carburant.

L'exercice budgétaire de 2024 marquerait cependant un retournement de tendance avec une hausse prévue du déficit à −5,6% du PIB, selon les données du ministère des Finances publiées en juin, contre −5,3% du PIB initialement prévu, en lien avec la baisse des recettes et la hausse prévue du service de la dette (intérêts). **La collecte d'impôts aurait en effet chuté de 4,4% sur un an jusqu'en mai 2024** (contre une hausse de +10,3% prévue dans le budget initial)[3].

[1] La construction civile est passée en territoire positive, après 5 trimestres successifs de contraction.

[22] Le taux de chômage atteint 11,9% au T1 2024 (contre 11,7% au T1 2023).

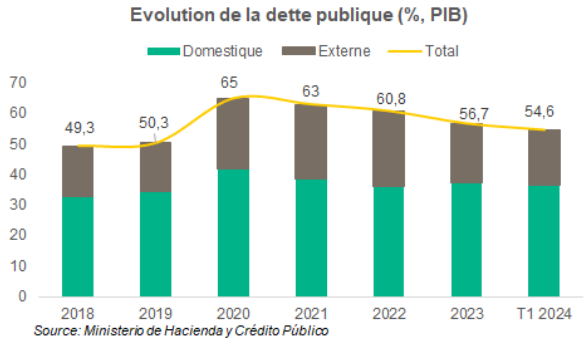
[3] De plus, en mai 2024, la Cour constitutionnelle a décidé que la redevance des sociétés pétrolières et charbonnières seraient à nouveau déductibles de l'impôt sur les sociétés, contrairement à ce qui prévoyait la réforme fiscale votée par le Congrès. Le gouvernement devrait ainsi perdre 0,4% du PIB en recettes en 2024, car il devra rembourser les impôts retenus en 2023 et 2024, suite à l'invalidation de la mesure par la Cour constitutionnelle.

Les rigidités budgétaires limitent par ailleurs les possibilités de réduction des dépenses autres que celles d'investissement pouvant affaiblir les perspectives de croissance du pays.

A noter par ailleurs que la réforme des retraites[4] (dont le coût initial est estimé à 0,3% du PIB) **et des soins de santé sont également susceptibles d'aggraver les pressions sur le budget si approuvées.**

En tout état de cause, **le dérapage budgétaire pourrait ternir la confiance dans la solvabilité du pays et conduire à une hausse du coût de refinancement de dette.** Celle-ci devrait par ailleurs reprendre une trajectoire ascendante dès cette année.

- **Vers une hausse de la dette publique**



Le creusement du déficit public a conduit à une forte hausse de la dette publique (part du gouvernement central) **de près de 15 points de PIB en 2020**, selon les données du ministère des Finances (Cf. graphique ci-dessus). Depuis, le ratio dette/PIB a eu tendance à diminuer, favorisé par la réduction progressive du déficit, la croissance du PIB nominal et l'appréciation du peso en 2023 en particulier. **Ce ratio atteint ainsi 56,7% en 2023 (après 65% en 2020).**

Pour 2024, le ratio de dette publique devrait cependant augmenter, en cohérence avec le creusement prévu du déficit. Elle pourrait se stabiliser autour de 60% du PIB à l'horizon 2025 avant de reprendre une trajectoire descendante. **Concernant sa structure, la part externe représente 34,4% du total en 2023 et demeure ainsi sensible à une dépréciation du peso colombien**. A noter cependant que le pays dispose des liquidités en devises suffisantes pour soutenir sa monnaie en cas de besoin (Cf. Partie 3 ci-dessous).

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un déficit courant en diminution en 2023 et prévu légèrement plus élevé en 2024**

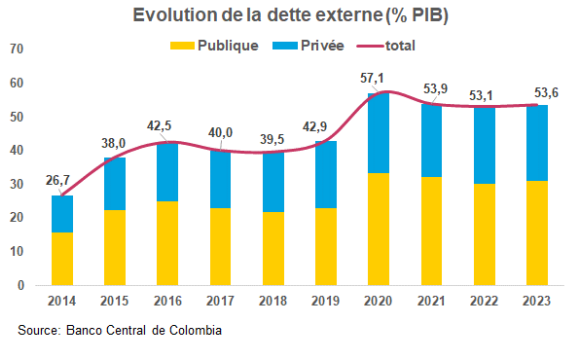
Les recettes d'exportations de la Colombie dépendent d'un certain nombre de matières premières, **le pétrole et ses dérivés** en particulier. Les autres produits exportés sont le charbon, les pierres précieuses (or en particulier), les fleurs, les fruits. **Les Etats-Unis sont de loin le premier client et fournisseur de la Colombie** avec environ 29% des exportations et 25% des importations moyennes du pays (entre 2019 et 2022).

En 2023, le déficit courant s'est réduit à −2,7% du PIB (contre −6,2% du PIB en 2022), principalement en raison de la diminution des importations, dans un contexte de fort ralentissement de l'activité. **Le dynamisme du tourisme,** ainsi que **des transferts de fonds de travailleurs expatriés** ont aussi **soutenu la balance courante du pays.**

En 2024, le déficit devrait un peu se creuser, attendu autour de −3% du PIB. La reprise de l'activité devrait stimuler les importations sur la deuxième partie de l'année. A ce stade, le déficit courant atteint −2% du PIB au T1 2024 (contre −3,7% du PIB sur la même période l'an passé). Cette évolution est liée à la réduction du déficit commercial, qui a bénéficié de la hausse des recettes de services (tourisme en particulier).

Les IDE entrants s'élèvent à 3,6 Md$ au T1 2024 (3,7% du PIB) et restent largement suffisants pour financer le déficit courant du pays.

- **Une dette externe en progression mais soutenable**



La dette externe de la Colombie atteint 53,6% du PIB en 2023, selon la banque centrale. La part publique s'élève à 30,9% du PIB, soit 57,5% du total de la dette externe. **Le risque de refinancement demeure faible puisque 99% de la dette** (part publique) **dispose d'échéances de long terme.** Elle n'est pas source de risque à ce stade étant donné les coussins de liquidités en devises importants dont dispose le pays (réserves de change, ligne de crédit de précaution auprès du FMI). **La Colombie dispose par ailleurs d'un excellent historique en matière de respect de ses obligations financières** externes, une base d'investisseurs

[4] Le système de retraite colombien s'articule autour de deux régimes. Le premier, public, est administré par Colpensiones et fonctionne selon un système de répartition et de prestation définie. Le second, privé, est géré par les AFP (Administradoras de Fondos de Pensiones) et repose sur la capitalisation individuelle. La nouvelle loi oblige tous les Colombiens gagnant jusqu'à 2,3 fois le salaire minimum à cotiser auprès du fonds Colpensiones, administré par la Banque centrale. La réforme instaure cependant une pension minimum de solidarité d'environ 76 dollars par mois pour les personnes âgées vulnérables, dont le coût initial est estimé à 0,3% du PIB.

diversifiée et une politique de management active de la dette.

Selon l'analyse de soutenabilité de la dette du FMI, la dette externe colombienne resterait soutenable même en cas de chocs externes divers.

- **Appréciation du peso colombien**

Le peso colombien s'est réapprécié en 2023 (Cf. graphique ci-dessous), favorisé par le maintien d'une politique monétaire restrictive jusqu'à la fin de l'année et la forte diminution du déficit courant du pays.

Source: T. Reuters

Pour 2024, cette tendance devrait se stabiliser, soutenue par un **déficit courant prévu relativement stable par rapport à 2023**, **des taux d'intérêts qui resteraient élevés** malgré l'assouplissement monétaire en cours (l'écart de taux avec les Etats-Unis demeure important). La reprise progressive de l'activité est en revanche susceptible de soutenir l'évolution du peso.

Le creusement du déficit public pourrait cependant **peser sur la confiance des investisseurs et contribuer à affaiblir la monnaie face au dollar.**

Le pays dispose de réserves de change satisfaisantes, estimées à 59,9 Md USD en mai 2024 (soit environ 9,3 mois d'importations), donnant ainsi à la banque centrale une marge de manœuvre importante pour soutenir la monnaie, si besoin. **En avril 2024, le FMI a renouvelé l'accès à la Colombie à sa ligne de crédit flexible** (FCL[5]) à hauteur de 8,1 Md USD, d'une durée de 2 ans, soit un soutien financier complémentaire pouvant être actionné en cas de besoin.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

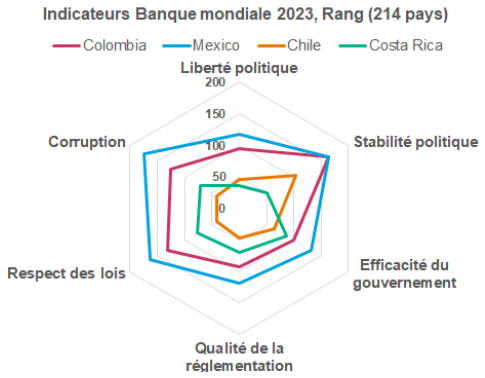
- **Un agenda de réformes ambitieux qui peine à être approuvé**

Gustavo Petro du parti « Pacto Historico » a **remporté les élections présidentielles de 2022.** Les difficultés économiques et le faible capital politique dont disposait le précédent gouvernement de centre démocratique a en effet favorisé l'ascension de la gauche au pouvoir et ce pour la première fois de l'histoire récente du pays.

Favorable à un soutien plus important de l'Etat en matière de santé et de gestion du système de retraites, le président Petro rencontre cependant des difficultés à faire passer ses réformes. **Sa cote de popularité s'érode et plusieurs manifestations contre ses projets de réforme ont eu lieu dans le pays[6].** La réforme des soins de santé a été rejeté à 2 reprises mais le président a déclaré qu'il réintroduirait cette réforme à l'ordre du jour et qu'il pourrait demander des changements constitutionnels afin de pouvoir la mettre en œuvre. La réforme du système des retraites a été en revanche finalement approuvée par la Chambre basse et fera l'objet d'une deuxième analyse avant son adoption[7].

Le gouvernement devrait par ailleurs présenter un plan de relance qui vise à améliorer le climat des affaires. Il s'agirait entre autres d'introduire des allégements fiscaux et des réductions de taux d'imposition pour favoriser l'investissement, dans le secteur des énergies renouvelables en particulier. **Le président vise en effet à transformer l'économie du pays en réduisant sa dépendance aux industries extractives au profit des énergies renouvelables**[8].

- **Un climat des affaires en voie d'amélioration**



Note de lecture : plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement.

L'amélioration des infrastructures, notamment du réseau routier dans le cadre des programmes des concessions 4G et 5G initiés par la précédente administration, **ainsi que les projets visant à moderniser et à agrandir plusieurs aéroports afin de stimuler le tourisme sont de bon augure pour le climat des affaires.** La réduction du taux d'imposition sur les sociétés, ainsi que les allègements fiscaux dans

[5] La ligne de crédit flexible (FCL) permet à ses bénéficiaires de tirer sur la ligne de crédit à tout moment, sans condition, et est conçu pour répondre avec flexibilité aux besoins réels et potentiels de la balance des paiements afin de contribuer à renforcer la confiance du marché. Cette ligne n'est accordée qu'aux pays qui présentent un cadre institutionnel et des fondamentaux économiques solides.

[6] Colombie : manifestations massives contre le président Petro (courrierinternational.com)

[7] Si approuvé le nouveau régime sera effectif à partir de juillet 2025. En principe, les cotisations allouées jusqu'à un seuil de 2,3 fois le salaire minimum ne seraient plus versées sur des comptes individuels dans des fonds de pension privés mais dans un fonds public par répartition.

[8] Il s'agirait cependant d'un processus de transformation long qui devrait se mettre en place dans les 15-20 prochaines années. La Colombie devrait ainsi continuer à exporter du pétrole et du charbon aussi longtemps que nécessaire, selon le ministre de Finances.

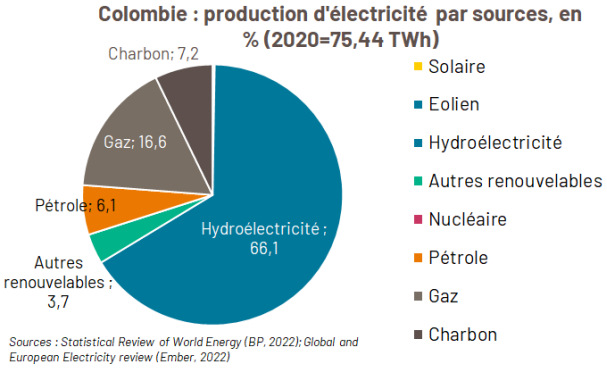
le secteur de l'énergie verte, si approuvés, est par ailleurs susceptible d'inciter l'investissement privé, local et étranger.

Pays membre de l'OCDE, la Colombie doit redoubler d'efforts afin d'améliorer ses indicateurs de gouvernance[9]. À titre de comparaison, le pays est en effet mieux classé que le Mexique sur les 5 piliers de gouvernance de la Banque mondiale (Cf. graphique ci-dessus) mais demeure nettement moins performant que le Chili ou le Costa Rica, tous membres de l'OCDE.

5. CLIMAT ET ENVIRONNMENT

Le gouvernement du président Petro a réaffirmé son engagement en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique. Il prévoit notamment de combattre la déforestation en Amazonie, grâce à des approches participatives incluant les communautés locales et des stratégies pour lutter contre les activités de déforestation illégales. **La création d'un marché carbone et d'un fonds pour le climat et la biodiversité, des taxes sur les emballages plastiques, les pesticides, les véhicules et l'essence sont également prévues.**

Près de 50 % des émissions de GES de la Colombie seraient générées par le secteur rural : élevage de bétail et utilisation des terres. Le secteur extractif et de l'énergie représenteraient un peu plus de 14 % des émissions, suivi des transports et de l'industrie avec 14% et 11% respectivement. **Le mix électrique du pays est constitué majoritairement des sources renouvelables, de l'hydroélectricité en particulier** (Cf. graphique ci-dessous).



Dans le cadre des accords de Paris, la Colombie s'était engagée à réduire de 20% ses émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à une tendance spontanée hors politique de transition. Cet objectif a été actualisé et **le pays prévoit** désormais **une réduction des émissions de 51% sur le même horizon, soit l'un des objectifs les plus ambitieux d'Amérique latine. Les émissions du pays ne devraient ainsi pas excéder plus de 169 MtCO2eq d'ici 2030.**

Un protocole d'accord entre la banque publique d'investissement, Bancóldex et l'Agence Française de Développement (AFD) a par ailleurs été signé en 2023 afin de promouvoir des lignes de crédit spéciales pour le financement des projets verts, en particulier[10].

[9] L'adhésion à l'OCDE et la poursuite de l'ajustement de la législation exigé dans tous les pays membres devrait favoriser les échanges, l'investissement et les relations internationales.

[10] Pour mémoire, la France et la Colombie avaient signé un protocole d'accord de coopération renforcée pour l'environnement et le climat dès fin 2021. Le lancement du « Club Verde » pour rassembler les acteurs moteurs de la transition écologique avait également été créé à cette occasion.
https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CO/relations-bilaterales

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	*Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie*	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	*Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est*	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillerier	*MENA, Turquie, Chine, ASEAN*	victor.lequillerier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	*Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME*	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	*Macroéconomie France, conjoncture ETI*	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscsaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.